

BOURSE



Montréal

Montréal 2512,44
VARIATION DU JOUR: AN:



Toronto

Toronto 5160,41
VARIATION DU JOUR: AN:



New York

New York 5754,92
VARIATION DU JOUR: AN:

S&P 500	667,28
VARIATION DU JOUR:	
Nasdaq	1153,95
VARIATION DU JOUR:	
Dollar CAN	72,91 cents US
VARIATION DU JOUR:	AN:
Dollar US	\$CAN
VARIATION DU JOUR:	AN:
Or	383, \$US
VARIATION DU JOUR:	AN:
Pétrole	22,74 \$US
VARIATION DU JOUR:	AN:



Publicité
BCP devient
une agence
française

page E 2



LGS et l'an 2000 : débours énormes

JACQUES BENOIT

Troisième firme au Québec et quatrième au Canada dans son secteur (intégration de systèmes informatiques), LGS, de Montréal, s'attend à voir croître son chiffre d'affaires en 1997 au même rythme que « traditionnellement, dans les 20 % » a indiqué hier son premier vice-président exécutif et secrétaire, André Gauthier.

En 1996, ceux-ci, en hausse de 19 %, ont atteint 83,4 millions de dollars, cependant que le bénéfice net franchissait la barre des deux millions.

Pour cela, LGS compte notamment sur « le raz-de-marée » que constitue la réseautique, c'est-à-dire la constitution de réseaux reliant postes de travail et serveurs, « tendance lourde » de l'informatique d'aujourd'hui, qui relègue l'ordinateur lui-même au second plan.

« Ça devient extrêmement important, pour l'industrie et pour nous. On en fait un fer de lance », faisait-il observer dans une interview à *La Presse* avant l'assemblée générale des actionnaires.

Autre source importante de revenus qui s'annonce : le cassette... de l'an 2000, de multiples ordinateurs et logiciels conçus et fabriqués dans les années 70 et 80, et toujours en fonction, étant incapables de faire le saut dans le troisième millénaire !

« À l'époque, on économisait au niveau de la mémoire en faisant un tronçonnement, dit-il. Pour les années, il n'y avait que les deux derniers chiffres qui changeaient, 19 restaient constants. »

Résultat, un logiciel de ces années-là utilisé pour des calculs comptables ou actuariels, affichera 1900 au passage du siècle, avec toutes les conséquences néfastes qui pourront s'ensuivre pour les calculs qu'il est appelé à faire...

Modifier ou remplacer tout cela devrait entraîner des débours, à l'échelle mondiale, de 400 à 500 milliards \$ US d'ici 2003, selon des experts américains tels Gartner Group, cité par LGS.

« Ça va nous apporter beaucoup de travail. Et je crois qu'on a une longueur d'avance sur la concurrence : on a déjà un centre d'expertise et de traitement à Toronto qui est en place depuis le début de l'année. C'est un centre national, qui va se charger de ces grands mandats. On en a déjà annoncé six jusqu'ici. »

Active également en Europe grâce à sa filiale Anabel S.A., de France, dont les revenus ont compté l'an passé pour 17 % du chiffre d'affaires, LGS table dans ce cas sur son logiciel Anabel 2 (gestion de la distribution et des stocks) pour assurer son développement. « On commence à le commercialiser, dit M. André Gauthier. Et on compte là-dessus pour notre développement international. » Toutefois, la filiale a de nouveau essuyé une perte (2,9 millions de dollars) l'an dernier, mais devrait être rentable « dans les prochains exercices ».

Molson amasse un milliard pour acheter de la bière

LAURIER CLOUTIER

Les Compagnies Molson sont en train d'amasser plus d'un milliard de dollars de liquidités afin de réaliser des acquisitions d'entreprises brassicoles dans le monde. Les actionnaires souhaitant un dividende extraordinaire pourraient être déçus.

Le recentrage sur la bière et les sports-loisirs a déjà conduit à la vente de la filiale Diversey, pour quelque 900 millions. Molson doit en outre se départir très bientôt de Nova Max, déclare le président sortant, Mickey Cohen, lors de l'assemblée des actionnaires. « Molson est en bonne santé. Les analystes lui donnent une valeur nette de 30 dollars par action. »

Le président du conseil, Eric H. Molson, assure que le groupe va afficher une meilleure performance mais les actionnaires devront faire preuve de « patience à court terme », reconnaît-il.

Le conseil n'a nommé qu'hier Norman M. Seagram, président et chef de la direction. Il a travaillé

chez Molson pendant plus de 20 ans mais présidait Air Liquide depuis 1992. M. Seagram reverra les dossiers, avec son « ami », Eric Molson. « J'aime la bière, le sang de cette compagnie. »

Aux actionnaires, Norm Seagram a dit entendre et comprendre leur souhait d'un dividende spécial. « On examinera avec soin la question », aux journalistes, M. Seagram souligne toutefois que le désinvestissement permettra de « rembourser la dette et d'envisager des options d'acquisitions dans la bière. Le dividende extraordinaire, on y pense mais il n'y a rien de fait ».

Le président considère aussi un programme de rachat d'actions,

afin de hausser la valeur de celles détenues par les actionnaires, mais là aussi, « il n'y a rien sur la table encore ».

Une bonne transaction dans la bière lui sourit davantage. Selon les opportunités, M. Seagram pourrait la concrétiser seul ou avec ses partenaires : Foster, d'Australie (40 % de Molson), et Miller, des États-Unis (20 %). La dispute avec Coor's n'est pas réglée mais le président considère improbable la perte de ce contrat, vu la performance de ventes obtenue depuis 10 ans.

« L'important, c'est la bière. Il y a plein d'opportunités dans ce marché, au Canada et dans le monde, en Chine, en Amérique du Sud et en Inde ».

À moyen terme, de façon ordonnée, Molson se départirait de Beaver Lumber, Home Depot Canada (25 %) et Réno-Dépôt (45,1 %).

Par contre, Molson pourrait lancer un autre canal de sports avec un diffuseur. Ronald Corey souligne que le Centre Molson bat un record ce mois-ci, avec 24 événements.

Le PDG des Brasseries Molson, John R. Barnett, confirme que, depuis la fusion avec O'Keefe en 1989, le groupe perd des parts de marchés, au profit de Labatt, des bières importées et des micro-brasseries. Mais André Tranchemontagne, président de Molson-Québec, nie que Labatt l'a devancé, sauf à Hull.

Contre 51,2 % du marché au Canada en 89, Molson-O'Keefe n'en détenait plus que 47,2 l'an dernier et 46,6 en mars 96. Depuis, elle a amélioré sa position. Au Québec, Molson se porte mieux qu'au Canada, avec 51 % contre 43 % pour Labatt.

La concurrence la plus sévère vient des États-Unis, surtout des cannettes à bas prix.

L'été a fini par donner de bons résultats, après un début lent, dit Mickey Cohen.

Molson a ses racines à Montréal depuis 1786 et « elles resteront ici », conclut Eric Molson.

ENTREVUE

Première femme à la tête de la Chambre de commerce du Canada

LISA BINSSE

C'est une femme d'affaires, une Franco-Ontarienne d'origine, mais Québécoise d'adoption, qui assumera dans quelques jours la présidence du conseil d'administration de la Chambre de commerce du Canada. C'est la première femme à accéder à ce poste depuis sa création il y a 71 ans.

Mme Carole Lafrance est connue à Montréal comme chef de la direction de Cala Communications en ressources humaines, une entreprise qu'elle a fondée en 1978 « à partir de rien ». L'entreprise a été vendue, il y a deux ans, alors qu'elle affichait un chiffre d'affaires de 30 millions, à TMP Worldwide, la 14e agence de publicité en importance aux États-Unis.

Mme Lafrance est arrivée à Montréal au début des années 70. Après avoir vécu quelque temps en France, elle voulait continuer de vivre en français. Cala emploie 83 personnes, compte cinq bureaux au Canada et des sociétés affiliées aux États-Unis, en Europe, en Australie.

La nouvelle présidente est ravie de son élection à la Chambre et surtout des encouragements et réactions positives émanant de ses collègues mâles, dont certains n'ont pas caché que ce choix aurait dû être fait depuis longtemps. Il faut noter que depuis au moins dix ans, 70 % des directeurs des chambres de commerce au pays sont des femmes. Le conseil est composé de 53



PHOTO ROBERT MAILLOUX, La Presse

Carole Lafrance

membres dont huit sont des femmes. Elle a elle-même été recrutée pour siéger au conseil d'administration par un chasseur de têtes il y a huit ans afin de pallier une lacune évidente. Elle admet candidement en entrevue que ses débuts

au conseil furent difficiles. Maintenant il y a plus d'ouverture. Cette diplômée du Harvard Business School est devenue première vice-présidente de la Chambre en 1995.

Son mandat est d'un an, non renouvelable. Elle remplace M. Garry

Campbell, qui vient d'Edmonton. Le président de la Chambre est M. Timothy Reid.

Quels sont ses objectifs au sein du plus important lobby du monde des affaires au Canada ? Elle veut « faire fonctionner le Canada ». C'est du moins le titre de l'allocution qu'elle prononcera en fin de semaine lors du congrès annuel de la Chambre, qui se tient à Saint Jean, Terre-Neuve.

Ses trois objectifs prioritaires, tous liés, sont les suivants : l'élimination des barrières au commerce interprovincial, la création d'emplois et la promotion de l'unité canadienne.

Éliminer les barrières, opine-t-elle, serait un bon départ et enverrait un signal positif. « Si tous nos politiciens y travaillaient ensemble comme ils l'ont fait pour le libre-échange, cela enverrait un bon signal et répondrait à la demande du premier ministre Bouchard de créer des emplois. »

Elle compare cet effort à celui de Team Canada, qui fait du démarchage à l'étranger en quête de nouveaux marchés. « Si on pouvait faire ça à l'intérieur du pays, ce serait fantastique. Quand on a la volonté politique, on peut faire n'importe quoi. » Elle veut bâtir cette volonté politique.

Mme Lafrance croit que les politiciens provinciaux n'ont pas encore démontré une volonté politique d'ouvrir leurs frontières. Ils protègent peut-être leur région mais pas les consommateurs qui en bénéficieraient.

Le commerce interprovincial totalisait plus de 314 milliards de

Voir **PREMIÈRE** en E 2

Une autre solide performance.

2411767*80
100000 00

Pour en savoir davantage sur les performances reconnues de ce Fonds et de la famille des 21 Fonds Excelsior Scotia, passez nous voir ou donnez-nous un coup de fil au 1 800 268-9269.

Banque Scotia

Fonds ExcelsiorSM ScotiaSM
de croissance canadienne

1 an	3 ans	5 ans	10 ans
16,0%	15,9%	11,8%	9,3%

Il ne s'agit là que d'un de nos vingt et un Fonds hautement compétitifs. Les Fonds Excelsior Scotia sont offerts dans toutes nos succursales par Placements Scotia.

*Marque déposée de La Banque de Nouvelle-Écosse. SMMarque de commerce de la Compagnie Montréal Trust du Canada. Placements Scotia usager inscrit de ces marques. Des renseignements importants sur les Fonds Excelsior Scotia sont publiés dans les prospectus simplifiés se rapportant à chaque Fonds. Ces documents peuvent être obtenus dans les succursales de la Banque Scotia. Il est conseillé d'en faire une lecture attentive. La valeur des parts et les rendements sont soumis aux fluctuations du marché. Les chiffres indiqués représentent les taux de rendement composés annuels comprenant le revenu réinvesti, à la date du 31 juillet 1996 et ne sont pas forcément indicatifs des rendements futurs.

L'ASSOCIATION DENTAIRE CANADIENNE



James Gagnon

L'Association dentaire canadienne (ADC) a le plaisir d'annoncer la nomination de M. James Gagnon au poste de directeur de son Service de soutien à la gestion du cabinet.

Avant de se joindre à l'ADC, en juillet, M. Gagnon avait l'entière responsabilité de gestion d'un important service de vente de produits pharmaceutiques par la poste pour l'Est du Canada. Auparavant, il avait été conseiller principal chez A. Foster Higgins pendant cinq ans et directeur des communications à l'Association des chirurgiens dentistes du Québec pendant quatre ans.

M. Gagnon a une grande expérience de la conception et de l'analyse des régimes d'assurance collective, y compris la connaissance des mesures d'endiguement des coûts. Il a aussi une bonne connaissance du secteur de la gestion des soins.

L'ADC est l'association professionnelle nationale des 16 000 dentistes du Canada. Ayant son siège social à Ottawa, elle est le porte-parole national officiel, la principale ressource et le point de convergence de la profession dentaire au pays, et elle se voue à la promotion et à la prestation des meilleurs soins dentaires à la population canadienne.

GEC ALSTHOM
CANADA

Michael J. Monteferrante

Monsieur Robert Tessier, président de GEC ALSTHOM Canada et président du Conseil de GEC ALSTHOM AMF Transport annonce la nomination de Monsieur Michael J. Monteferrante au poste de président et chef de la direction de GEC ALSTHOM AMF Transport Inc. Diplômé en Administration des Affaires, M. Monteferrante joint l'équipe de GEC ALSTHOM fort de plus de 15 années d'expérience acquise à des postes de direction en marketing et ventes d'équipement ferroviaire. Il était jusqu'à récemment président et chef de la direction de la société américaine J.T. Nelson Company Inc. de Louisville, Kentucky. M. Monteferrante siège en outre au Conseil de l'American Passenger Transit Association.

Chef de file dans la remise à neuf et l'entretien d'équipement ferroviaire en Amérique du Nord, GEC ALSTHOM AMF Transport Inc. dont l'usine est située dans le secteur Pointe-Saint-Charles de Montréal est une filiale de GEC ALSTHOM Canada Inc. GEC ALSTHOM est un groupe franco-britannique qui s'est taillé une solide réputation dans ses nombreux secteurs d'activités, notamment l'équipement de production, transmission et distribution d'énergie électrique, le matériel de transport maritime et ferroviaire et autre équipement industriel.

Publicité : BCP devient une agence française

VALÉRIE BEAUREGARD

L'agence de publicité BCP devient propriété à 70 % de la première agence européenne et portera dorénavant le nom de Publicis-BCP. Le lion fronton de Publicis a déjà remplacé le lion rugissant de BCP, dans le lobby de ses bureaux du Centre de commerce mondial.

La direction de BCP qui a longuement prôné l'indépendance des agences de publicité se retrouve donc non pas associée à une agence mondiale mais les deux pieds ancrés dans un immense réseau, au siège parisien.

Jacques Bouchard, le fondateur de BCP et le père spirituel de la pub québécoise devenu châtelain en France, se dit heureux de voir l'agence s'ouvrir sur le monde. Présent à la conférence de presse, il a dit réaliser qu'il est fort difficile « d'être une petite agence et d'aller chercher de grosses affaires ».

« Une ère nouvelle commence pour BCP sur le marché nord-américain », a déclaré M. Yves Gougoux, le grand patron du Groupe BCP qui devient président et chef de la direction de Publicis-BCP. Cette transaction non chiffrée permet à BCP d'accélérer son développement dans le reste du Canada par l'obtention de grands comptes mais aussi par l'acquisition d'agences. M. Gougoux croit également

que son équipe est en mesure d'exercer « une influence positive » sur le développement encore très modeste de Publicis aux États-Unis. C'est aux côtés de son nouveau partenaire que BCP se présentera demain à Wichita, au Kansas, pour tenter de décrocher l'appétissant compte des avions d'affaires de Bombardier.

M. Gougoux détiendra 30 % des actions de la nouvelle entité. Il sera également l'unique actionnaire de BCP Canada dans laquelle passent tous les comptes à saveur gouvernementale comme Postes Canada et Loto-Québec (gestion du budget médias).

Au cours de la dernière année, BCP a échappé les comptes des Lignes aériennes Canadiennes Internationales, d'Hydro-Québec et du Mouvement Desjardins. Aucun lien avec la conclusion de l'alliance avec Publicis, soutient fermement M. Gougoux qui a été approché par Maurice Lévy, président du directeur de Publicis en janvier.

Le mariage ne choque pas comme tel, ce type d'unions étant devenu pratique courante. La surprise vient du fait que ce soit BCP qui prenne un nouveau pays. Car l'ironie derrière cette transaction, c'est que BCP s'était bâti une clientèle de sympathisants à la cause des agences à contrôle 100 % canadien. « Dans leur cas, c'est un virage à 180 degrés », commente M. Jacques Duval, président du conseil de Marketel.

Depuis l'arrivée au pouvoir des libéraux de Jean Chrétien, seules les agences de publicité à propriété entièrement canadienne ont accès aux comptes gouvernementaux. Une interprétation stricte ressuscitée principalement pour BCP, un fidèle allié politique. « C'est une belle démonstration qu'il devient évident pour le gouvernement fédéral de revoir l'interprétation de ce règlement », soutient le président de PNMD/Publitel, M. Raymond Boucher, une agence elle-même écartée de cette manne. Incidemment, la création de BCP Canada suscite déjà un tollé de protestations.

Coincidence surprenante : Patrick Beauduin, le publicitaire belge qui avait pris il y a deux ans la direction de la création de BCP, cassait mardi soir son association avec la deuxième agence au Québec.

A.L. Van Houtte : hausse du bénéfice net de 27,8%

Presse Canadienne

Après une année déjà excellente en 1995-96, A. L. Van Houtte vient d'annoncer pour le dernier trimestre une hausse de 27,8 % de son bénéfice net.

L'entreprise montréalaise, dont les activités s'étendent au Canada et aux États-Unis, compte encore poursuivre son expansion en 1997 et vise une autre hausse de son bénéfice net de 15 à 20 %.

C'est essentiellement des bonnes nouvelles que le président et chef de la direction d'A. L. Van Houtte, M. Paul-André Guilloite, avait à annoncer aux actionnaires, hier.

D'abord, en 1995-96, le bénéfice net a crû de 26 % et le chiffre d'affaires de 25 %. Les expéditions du Groupe Café ont augmenté de 11 %, et ce malgré les fluctuations du prix du café et malgré une diminution de la consommation canadienne de café de l'ordre de 4 % en 1995.

Pour le trimestre qui a pris fin le 20 juillet dernier, le bénéfice net s'est encore accru de 28 %, pour atteindre 2,3 millions ou 0,25 \$ par action.

Pour les cinq prochaines années, A. L. Van Houtte se donne deux objectifs : être le leader en Amérique du Nord dans son créneau de services de pause-café ; élargir en Amérique du Nord sa commercialisation des cafés haut de gamme.

A court et moyen termes, sa croissance se fera surtout au Canada. M. Guilloite estime que « des opportunités importantes et sous-exploitées » s'y trouvent encore.

Du même souffle, A. L. Van Houtte poursuivra son expansion aux États-Unis. M. Guilloite souhaite y réaliser la même croissance qu'au Canada.

L'entreprise reste intéressée aux opportunités d'acquisition, mais dans les secteurs qu'elle occupe présentement.

Bien en selle financièrement, A.

L. Van Houtte dispose d'« une marge de manoeuvre plus que confortable pour poursuivre son expansion », soulignait M. Guilloite.

Sa filiale Red Carpet Food Services vient d'ailleurs de conclure une entente en vue d'installer dans 70 supermarchés Loblaw en Ontario ses équipements spécialisés qui font de l'infusion à la tasse.

La même filiale a récemment signé une entente de principe pour installer ses équipements dans 60 restaurants Subway des Maritimes.

Aussi, en janvier prochain, Red Carpet ouvrira une deuxième franchise Filterfresh dans l'ouest des États-Unis, cette fois à Portland, en Oregon. La première a été ouverte à Seattle en avril dernier.

L'entreprise qui, en 1992, tirait 90 % de ses revenus du Québec et 10 % de l'Ontario, a étendu ses ramifications de façon importante depuis. En 1996, le marché québécois comptait pour 41 % de ses ventes.

CGI crée 100 emplois au N.-B.

ANDRÉ PÉPIN
SAINT-ISIDORE, N.-B.

Le groupe montréalais CGI, spécialiste de l'informatique, permet au gouvernement du Nouveau-Brunswick de marquer un bon point en créant au moins cent emplois de haute technologie à Fredericton. On y mettra les horloges des ordinateurs à l'heure de l'an 2000.

CGI, à partir du Nouveau-Brunswick, deviendra l'une des premières entreprises au monde à mettre au point une solution globale à l'épineux problème des horloges qui ne seront pas capables de vivre le changement de siècle, le premier janvier de l'an 2000.

Plusieurs facteurs ont joué en faveur du Nouveau-Brunswick, a indiqué hier à La Presse, M. Jean Brassard, chef de l'exploitation chez CGI. « Le Nouveau-Brunswick a mis sur place des infrastructures importantes dans le domaine des communications. Le réseau scolaire forme déjà des spé-

cialistes. Enfin, une grande partie des travailleurs sont bilingues », a-t-il dit.

Le gouvernement de Frank McKenna s'intéresse activement au développement du secteur des communications. Dans le cas de CGI, le gouvernement versera 8000 \$ par emploi créé, à la condition que l'emploi soit d'une durée d'au moins quatre ans.

« Nous sommes au Nouveau-Brunswick pour longtemps et nous espérons ouvrir d'autres bureaux à travers le Canada », indique M. Brassard, soulignant que les salaires seront alléchants dans ce projet, c'est-à-dire de 30 000 \$ à 45 000 \$ par année. « C'est l'occasion rêvée de ramener dans la province les spécialistes qui ont dû s'exiler », indique de son côté le premier ministre Frank McKenna.

Le Groupe CGI, qui a déjà créé 75 emplois à ses bureaux de la Tour TD, à Fredericton, jouit d'une excellente réputation en Atlantique.

Le ministre responsable du développement économique, M. Camille Thériault, a souligné sa réputation « d'excellence ».

Le groupe CGI, qui vient de s'associer à la Caisse de dépôt et placement du Québec, pourrait connaître un développement phénoménal, au cours des prochaines années s'il réussit à percer le marché mondial. L'entreprise, entièrement canadienne, compte déjà 1600 employés. « Le problème des ordinateurs à mettre à l'heure de l'an 2000, c'est une affaire de 600 milliards à l'échelle de la planète », soutient M. Brassard.

Des chèques mal rédigés, des factures exorbitantes, des REER faussés, sont autant de problèmes qui pourraient se poser car la plupart des horloges d'ordinateurs ne comptent que deux chiffres donc, l'ordinateur risque de revenir à l'an 1900 si des changements ne sont pas apportés. CGI met au point un outil qui permettra d'entrer directement dans le système pour le modifier.

Première femme à la tête de la Chambre de commerce du Canada

PREMIÈRE / Suite de la page E 1

dollars en 1995, dont 70 milliards au Québec. L'élimination des barrières, selon la toute récente étude de la Chambre, générerait environ 200 000 emplois d'ici l'an 2000. Cette étude, rendue publique cette semaine, note que le commerce interprovincial représente 20 % du PIB et créé au moins 1,9 million d'emplois au Canada, dont 470 000 emplois au Québec. Selon cette étude, Québec dépend plus de ces échanges que les autres provinces.

« Ce n'est pas rien, dit-elle. Si on arrive à créer autant d'emplois avec des barrières, qu'est-ce qu'on ferait s'il n'y en avait pas ? » Elle est aus-

si d'avis que ce serait une bonne transition vers les marchés étrangers. « Il est souvent plus facile de faire affaires à l'étranger qu'avec une autre province. C'est vraiment du protectionnisme. Mais avec la mondialisation des marchés, on ne peut plus rien protéger. »

L'étude de la Chambre souligne aussi que depuis l'entrée en vigueur en 1995 de l'Accord sur le commerce intérieur, conclu par Ottawa, les provinces et les territoires, la libéralisation du commerce intérieur piétine.

À titre de présidente du Conseil, Mme Lafrance participera au prochain séminaire de Team Canada qui, dans quelques mois, se rendra en Corée, aux Philippines et en Thai-

lande. D'ici la fin de l'année elle doit aussi se rendre au Caire et à Washington où elle rencontrera le comité Canada-États-Unis pour discuter de différentes politiques canadiennes et américaines dont la Loi Helms Burton, qui prévoit des sanctions contre les entreprises étrangères commerçant avec Cuba. La Chambre est très engagée dans ce dossier.

La Chambre du commerce du Canada chapeaute les 500 chambres à travers le pays, dont les 120 au Québec. Il y a une dizaine de représentants du Québec au sein du conseil. Son rôle est à la fois économique et politique et elle est considérée comme l'organisme le plus puissant représentant le monde des affaires canadien.

DU NOUVEAU
au Centre de perfectionnement

HEC

Optimisez la gestion de votre équipe!

Gestion de l'équipe de vente devenir un meilleur «coach»

7, 8 et 9 octobre 1996 - 9h à 17h

Ce programme met l'accent sur les problèmes concrets du responsable d'une équipe de vente. Établissez les critères de sélection favorisant l'embauche de vendeurs performants. Apprenez comment choisir un système de rémunération adapté à votre organisation. Voyez les priorités du gestionnaire, responsable de cette équipe, tels : l'optimisation de son temps et de celui des membres de son équipe ainsi que la gestion et le contrôle des activités.

Animateur

M. Marc Filion
M.B.A. (Marketing, Finance), Columbia

M. Filion est professeur agrégé de marketing à l'École des HEC. Il a occupé des postes de direction en marketing et en planification pendant plusieurs années dans le secteur privé. Il siège au conseil d'administration de plusieurs PME manufacturières et de services. Il réalise aussi des mandats de consultation dans les domaines de la planification stratégique et de l'innovation technologique.

Avec la participation de :
Simon Blouin, spécialiste en motivation

Participants: le gestionnaire responsable de la direction d'une équipe de vendeurs, ainsi que son supérieur, le directeur de produits, le directeur du marketing et le président-directeur général. Aucun préalable académique n'est requis.

<http://www.hec.ca/~cphec/gev.htm>

En collaboration avec le Centre d'études en administration internationale de l'École des HEC

Un avantage concurrentiel!

Le gestionnaire et la négociation

9, 10 et 11 octobre 1996 - 9h à 17h

Développez vos habiletés de négociateur ainsi que vos capacités d'analyse et de diagnostic des situations de négociation. Familiarisez-vous avec ce qu'est fondamentalement la négociation, les différentes stratégies et tactiques utilisées ainsi que les divers styles de négociation.

Animateur

M. Gilles Gauthier
M.A. (Economics), Pennsylvania

M. Gauthier est professeur titulaire à l'Institut d'économie appliquée et membre du Centre d'études en administration internationale de l'École des Hautes Études Commerciales. Il est responsable du cours *Les gestionnaires et la négociation* au programme M.B.A. et a enseigné la négociation dans plusieurs pays. De plus, il oeuvre dans le domaine de l'analyse et de la gestion de projets depuis de nombreuses années et a été consultant auprès de diverses organisations, tant au Canada qu'à l'étranger.

Participants: tout gestionnaire ou professionnel appelé, dans le cadre de ses fonctions, à négocier et à prendre des décisions.

Afin de favoriser des échanges enrichissants, le nombre de participants est limité.

Le Centre de perfectionnement de l'École des Hautes Études Commerciales
<http://www.hec.ca/~cphec/gn.htm> (514) 340-6001

Soyez maître

Ce programme peut être adapté et offert dans votre entreprise ou votre association. Contactez-nous.

Ces chiffres qui viennent d'Ottawa

Les premiers vendredis du mois ont été durs, cet été, pour les Québécois. C'est cette journée-là que Statistique Canada choisit pour annoncer les résultats de son enquête mensuelle sur la population active. C'est à cette occasion que l'on connaît le taux de chômage des mois précédents, ainsi que le nombre d'emplois gagnés ou perdus.

En juin et juillet, ces chiffres ont été désastreux pour le Québec. Statistique Canada a annoncé une perte de 41 000 emplois en juin et une autre perte de 35 000 emplois en juillet. Certes, les chiffres du mois d'août sont plus encourageants, le Québec récupérant 41 000 emplois, mais la situation de l'emploi demeure tragique.

La publication de ces chiffres a alimenté une sorte de controverse sur la fiabilité des données de Statistique Canada. Plusieurs lecteurs se posent les mêmes questions. M. Langelier, de Tracy, résume très bien un sentiment largement répandu en écrivant que « si la seule source statistique concernant le chômage vient d'Ottawa, ne serait-ce pas une bonne façon de dénigrer et d'attaquer la crédibilité du Québec et du gouvernement québécois? Ne devrait-on pas se méfier de tout de qui vient d'Ottawa présentement? »

Le ministre Bernard Landry, sans mettre en cause la méthodologie de Statistique Canada, a aussi évoqué la possibilité d'une marge d'erreur dans les données de l'agence fédérale.

Cette possibilité est extrêmement mince. Peu de chiffres peuvent être considérés com-

me aussi crédibles que ceux de l'enquête sur la population active.

Écartons d'abord l'hypothèse que les chiffres soient volontairement tripotés par Ottawa dans le but de déstabiliser le méchant gouvernement séparatiste du Québec.

Statistique Canada, bien que financée par Ottawa et chapeauté par un ministre, est protégée par une indépendance com-

plète à l'égard du pouvoir politique. Si jamais quelque politicien s'avisait d'intervenir, il ferait aussi bien de préparer sa lettre de démission. Des contrôles sévères empêchent également tout employé de l'agence, cadre supérieur ou enquêteur, de déformer les résultats.

Quant à la méthodologie de l'agence fédérale, elle est reconnue pour sa rigueur.

Pour obtenir le taux de chômage et les autres résultats de l'enquête, Statistique Canada procède par sondage auprès de la population active, c'est-à-dire des gens qui travaillent ou qui sont activement à la recherche d'un emploi.

Nous sommes tous plus ou moins habitués aux sondages d'opinion menés par des maisons comme CROP, Gallup, Léger et Léger, Sondagem, et autres. La plupart des sondages sont menés au téléphone, au moyen de questionnaires hautement sophistiqués, mais on peut encore augmenter leur crédibilité



Claude Picher

avec des entrevues personnelles. Plus le nombre de répondants est important, plus la marge d'erreur est faible. Les professionnels du sondage scientifique obtiennent des résultats remarquablement précis avec des échantillons représentatifs variant entre 1000 et 2000 répondants.

Pour son enquête mensuelle sur la population active, Statistique Canada

commence par établir, à partir des données du recensement, un échantillon représentatif de 59 000 logements. Après avoir éliminé les logements vacants ou démolis, ainsi que ceux où ne vivent des personnes non admissibles (les jeunes de moins de 15 ans, les conjoints au foyer, les retraités, par exemple, ne sont pas considérés comme faisant partie de la population active), il reste 52 350 logements occupés par une ou plusieurs personnes admissibles. Dans ces logements, l'enquête permet de recueillir des renseignements sur 102 000 personnes. Oui, oui, cent deux mille!

Des enquêteurs formés par Statistique Canada visitent chaque logement et y recueillent des données socio-démographiques, ainsi que des renseignements sur la situation des répondants sur le marché du travail. Au cours des mois suivants, l'enquête se poursuit au téléphone, auprès des mêmes ménages, à l'aide d'un formulaire comprenant une

cinquante de questions. L'échantillon est renouvelé aux six mois, à raison d'environ 10 000 logements par mois.

À l'aide de ces données et de celles du recensement, remises à jour à chaque mois, il est ensuite facile de calculer la taille de la population active, le nombre de personnes qui ont un emploi, le nombre de chômeurs et le taux de chômage. En faisant la différence entre les chiffres du mois précédent, on peut rapidement voir combien d'emplois ont été créés ou perdus pendant le mois. On peut aussi faire cet exercice pour n'importe quelle période. Le taux de chômage est obtenu en divisant le nombre de chômeurs par la population active. Par exemple, si vous avez une population active d'un million de personnes, dont 900 000 ont un emploi et 100 000 sont au chômage, vous avez un taux de chômage de 10%. Les renseignements recueillis par les enquêteurs permettent aussi d'obtenir des données sur le chômage en fonction du groupe d'âge, du sexe, du statut matrimonial, de la profession, etc.

Je vous fais grâce des techniques complexes de pondération et de désaisonnalisation.

Un échantillon aussi considérable et une méthodologie aussi rigoureuse produisent des résultats d'une haute précision. L'autonomie de l'agence et des contrôles stricts garantissent par ailleurs qu'il est virtuellement impossible, pour un politicien ou un fonctionnaire mal intentionné, de trafiquer les chiffres.

Montréal et Québec reliés par fibre optique

Trois entreprises du Québec ont joint leurs efforts dans le but de construire une liaison par fibre optique entre Montréal et Québec.

Les partenaires qui sont Fonorola, Cogeco Câble et Metrix Interlink partageront le coût de l'investissement, évalué à 12 millions de dollars. Les installations permettront à chacun d'assurer ses propres besoins en communications.

Le maître d'oeuvre du projet sera Fonorola qui utilisera l'expertise des chemins de fer nationaux (Canadien National). Le CN procédera dès la fin septembre à l'installation du câble de fibre optique le long de ses voies ferrées sur la rive sud du Saint-Laurent.

Fonorola, un revendeur de services téléphoniques interurbains, est associé au Canadien National pour

exploiter le réseau de 3000 kilomètres de fibre optique de ce dernier.

Le câblodistributeur Cogeco accroît sa présence dans le secteur du multimédia, offrant déjà le service de l'Internet. Avec 465 000 abonnés, Cogeco est la quatrième compagnie de câble en importance au Canada.

De son côté, Metrix Interlink a été cédée l'été dernier à une entre-

prise américaine, UUNET Technologies (Virginie), pour la somme de 18 millions de dollars.

Metrix Interlink veut étendre son réseau à partir du Québec vers l'est et l'ouest du pays comme vers le sud aux États-Unis.

Les partenaires cherchent à développer les secteurs à haute transmission comme les vidéoconférences et les services multimédias.



André Dimitrijevic

Monsieur John Manley, ministre d'Industrie Canada, et Monsieur James Downey, ministre de l'Industrie, du Commerce et du Tourisme du Manitoba, coprésidents du Comité du commerce intérieur, ont le plaisir d'annoncer la nomination de Monsieur André Dimitrijevic en tant que directeur général du Secrétariat du commerce intérieur. Monsieur Dimitrijevic a été sous-ministre adjoint des Affaires intergouvernementales de la Saskatchewan et il a une vaste expérience des relations intergouvernementales canadiennes.

Le Secrétariat du commerce intérieur a été établi à la suite de la signature, par les premiers ministres, de l'Accord du commerce intérieur en juillet 1994. Entré en vigueur en juillet 1995, l'Accord réduit ou élimine les barrières au libre mouvement des personnes, des biens et des services à l'intérieur du Canada. Il s'agit d'une initiative importante de tous les gouvernements au Canada pour assurer un marché intérieur plus ouvert, plus stable et au fonctionnement plus efficace.

Le Secrétariat a pour fonction d'appuyer le Comité du commerce intérieur dans la mise en oeuvre et l'administration de l'Accord sur le commerce intérieur. Il est aussi en mesure de fournir, à toute personne intéressée, des renseignements sur l'Accord et son fonctionnement. Ses bureaux sont situés au 125, rue Garry, Winnipeg (Manitoba) R3C 3P2. Téléphone: (204) 987-8090; télécopieur: (204) 942-8460.

Canadien Pacifique Limitée

AVIS DE DIVIDENDE

À une réunion du conseil d'administration tenue aujourd'hui, un dividende de douze cents (12c) CAN par action sur les actions ordinaires en circulation, a été déclaré. Il est payable le 28 octobre 1996 aux détenteurs inscrits à la fermeture des registres le 27 septembre 1996.

Par ordre du conseil,
Le Vice-président et Secrétaire,
D.J. Deegan

Calgary, Alberta, le 9 septembre 1996.

TAUX D'INTÉRÊT

	DÉPÔTS À COURT TERME					DÉPÔTS À LONG TERME					HYPOTHÈQUES RÉSIDENNELLES										
	Min.	60j.	90j.	120j.	180j.	Min.	1 an	2 ans	3 ans	4 ans	5 ans	Var.	6 m.o.	6 m.f.	1 an.o.	1 an.f.	2 ans	3 ans	4 ans	5 ans	
BANQUES																					
B HongKong du Canada	5,000	3,25	3,38	3,38	3,38	1,000	3,63	4,50	5,13	5,40	6,00	5,75	6,63	5,75	6,88	6,13	6,75	7,38	7,70	7,95	
B Nationale du Canada	5,000	3,25	3,38	3,38	3,38	1,000	3,63	4,50	5,13	5,40	6,00	—	6,63	5,75	6,88	6,13	6,75	7,38	7,70	7,95	
B République Nat. de Ny	50,000	3,25	3,38	3,38	3,38	50,000	4,25	4,95	5,45	5,95	6,05	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Banque Comm. Italienne	5,000	r3,25	r3,38	r3,38	r3,38	1,000	4,00	4,50	5,25	5,50	6,13	—	6,50	4,95	6,88	6,13	6,75	7,38	7,70	7,95	
Banque Laurentienne	10,000	3,25	3,38	3,38	3,38	1,000	3,63	4,50	5,13	5,40	6,00	—	6,63	5,75	6,88	6,13	6,75	7,38	7,70	7,95	
Banque Nationale de Grèce	5,000	3,25	3,38	3,38	3,38	1,000	3,88	4,50	5,38	5,75	6,25	—	6,63	5,75	6,88	6,13	6,75	7,50	7,75	8,00	
Banque Royale	5,000	3,25	3,38	3,38	3,38	500	3,63	4,50	5,13	5,40	6,00	5,75	6,63	5,75	6,88	6,13	6,75	7,38	7,70	7,95	
Banque Scotia	5,000	3,25	3,38	3,38	3,38	500	3,63	4,50	5,13	5,40	6,00	5,75	6,63	5,75	6,88	6,13	6,75	7,38	7,70	7,95	
Banque Toronto Dominion	5,000	3,25	3,38	3,38	3,38	1,000	3,63	4,50	5,13	5,40	6,00	5,75	6,63	5,75	6,88	6,13	6,75	7,38	7,70	7,95	
Banque de Montréal	5,000	3,25	3,38	3,38	3,38	1,000	3,63	4,50	5,13	5,40	6,00	6,00	6,63	5,75	6,88	6,13	6,75	7,38	7,70	7,95	
Fiduc. des Caisses de Mt	5,000	3,25	3,38	3,38	3,38	1,000	3,63	4,50	5,13	5,40	6,00	5,75	6,63	5,75	6,88	6,13	6,75	7,38	7,70	7,95	
CIBC	5,000	3,25	3,38	3,38	3,38	1,000	3,63	4,50	5,13	5,40	6,00	5,75	6,63	5,75	6,88	6,13	6,75	7,38	7,70	7,95	
FIDUCIES																					
Canada Trust	5,000	r3,25	r3,38	r3,38	r3,38	1,000	3,63	4,50	5,13	5,40	6,00	5,75	6,50	5,75	—	6,13	6,75	7,38	7,70	7,95	
Fiducie Cdn. Italienne	5,000	r3,25	r3,38	r3,38	r3,38	1,000	3,62	4,50	5,25	5,50	6,00	—	6,63	5,75	6,88	6,13	6,75	7,38	7,70	7,95	
Fiducie Desjardins	5,000	3,25	3,38	3,38	3,38	1,000	3,63	4,50	5,13	5,40	6,00	—	6,63	5,75	6,88	6,13	6,75	7,38	7,70	7,95	
Fiducie SunLife	25,000	3,75	3,75	3,88	4,00	1,000	4,50	5,13	5,63	5,88	6,50	—	6,63	5,75	6,88	6,13	6,75	7,38	7,70	7,95	
Groupe InvestLife	0	—	—	—	—	1,000	3,63	4,50	5,13	5,50	6,00	—	6,63	5,75	6,88	6,13	6,75	7,38	7,70	7,95	
Groupe La Mutuelle	0	—	—	—	—	0	—	—	—	—	—	—	5,75	6,88	6,13	6,75	7,38	7,70	7,95		
La Maritime	0	—	—	—	—	5,000	r3,63	r4,25	r5,00	r5,50	r6,13	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
London Life	1,000	—	—	—	—	1,000	3,63	4,50	5,13	5,38	6,00	—	6,63	5,75	6,88	6,13	6,75	7,38	7,70	7,95	
Hongkong Bank Trust	5,000	r3,25	r3,38	r3,38	r3,38	1,000	3,63	4,50	5,13	5,40	6,00	—	6,63	5,75	6,88	6,13	6,75	7,38	7,70	7,95	
Montréal Trust	5,000	3,25	3,38	3,38	3,38	500	3,63	4,50	5,13	5,40	5,85	5,75	6,63	5,75	6,88	6,13	6,75	7,38	7,70	7,95	
Trust Général	5,000	3,25	3,38	3,38	3,38	1,000	3,63	4,50	5,13	5,40	6,00	—	6,63	5,75	6,88	6,13	6,75	7,38	7,70	7,95	
Trust Bonaventure	5,000	3,38	3,38	3,38	3,38	1,000	4,00	4,75	5,50	5,88	6,25	—	—	—	6,00	6,75	7,38	7,70	7,95		
Trust Capital	5,000	r3,60	r3,65	r3,65	r3,90	5,000	4,50	4,80	5,60	5,70	6,30	—	7,50	—	8,00	7,00	7,25	7,75	8,00	8,55	
Trust National	1,000	r3,25	r3,38	r3,38	r3,38	500	4,00	4,50	5,13	5,40	6,00	—	6,63	5,75	6,88	6,08	6,75	7,38	7,70	7,90	
Trust Prêt et Revenu	5,000	3,25	3,38	3,38	3,38	500	3,63	4,50	5,13	5,40	6,00	—	6,63	5,75	6,88	6,13	6,75	7,38	7,70	7,95	
Trust Royal	5,000	r3,25	r3,38	r3,38	r3,38	1,000	3,63	4,50	5,13	5,40	6,00	—	6,63	5,75	6,88	6,13	6,75	7,38	7,70	7,95	
Trust La Laurentienne	3,000	3,25	3,38	3,38	3,38	1,000	3,63	4,50	5,13	5,40	6,00	—	—	—	—	—	—	—	—	—	

Les taux sont fournis par les services financiers Cannex. Les données sont recueillies le mercredi matin. Les abréviations suivantes sont: 'j.' = jour, 'Min.' = placement minimum, 'm.' = mois, 'o.' = hypothèque ouverte, 'f.' = hypothèque fermée, 'r' = dépôts rachetables.

CENTRE MOLSON
Loge privée à partager
Importante entreprise cherche acheteur (individu/corporatif) pour faire l'acquisition de 22 matches de hockey dans sa loge privée (12 places). Entente de 5 ans débutant avec la saison 96-97. Si intéressé, veuillez écrire à l'adresse suivante:
Dossier «Loge privée» B1214
C.P. 60, Succursale K
Montréal, Québec, H1N 3K9

Un don pour l'amour des enfants

PROPOSITIONS D'AFFAIRES

710 OCCASIONS D'AFFAIRES
PUISSANT LEVIER ÉCONOMIQUE (514) 739-0363

714 FRANCHISES
A VENDRE à Laval maison privée incl. bureaux piscine mt chauffée (50 ft), hydrothérapie, piscine pour centre multidisciplinaire réhabilit. C. Lanther, Vimont 514-663-3662

PARFUM français, haut gamme, en gros, 4000 bouteilles, 769-8572

PROFESSIONNELLE MILLIONNAIRE DE LA VENTE DISPONIBLE.
Une société nationale a fermé son bureau montréalais et ne peut attirer à Toronto sa meilleure professionnelle de la vente et du marketing. Elle est disponible pour un poste à temps partiel ou à temps plein à Montréal. Téléphonez au 514-969-5788 pour évaluer un message enregistré.

715 SERVICES FINANCIERS
FINANCEMENT COMMERCIAL Les Consultants, 674-2415

AVIS

801 AVIS LEGAUX, APPELS D'OFFRES
AVIS AUX CREAUCIERS ET AUTRES
Toutes créances contre la Succession Murel H.M. Webber, anciennement de la Ville de Montréal, Québec, qui est déclinée le 15 juillet 1996, doivent être déposées au bureau des représentants corporatifs soussignés avant le 11 octobre 1996; par la suite les soussignés distribueront les biens de ladite Succession en considérant seulement les créances des créanciers.
Date à Montréal le 11 sept. 1996
Société de Fiducie TD, liquidateur, 1130 Sherbrooke ouest, Mt. Québec, H2A 2M9

AVIS DE FERMETURE DE CLOTURE D'INVENTAIRE
Avis est donné à toutes personnes intéressées que l'inventaire pour la Succession Eleanor E. McGarry qui est déclinée le 26 mars 1996, anciennement de la Ville de Montréal, province de Québec, est situé au bureau corporatif de la Société de Fiducie TD, 1130 rue Sherbrooke ouest, 2e étage, Montréal, Québec, H3A 2M9

AVIS DE FERMETURE DE CLOTURE D'INVENTAIRE
Avis est donné à toutes personnes intéressées que l'inventaire pour la Succession Leo St-Jacques, qui est déclinée le 22 septembre 1996, anciennement de la Ville de Laval, province de Québec, est situé au bureau corporatif de la Société de Fiducie TD, 1130 rue Sherbrooke ouest, 2e étage, Mt. Québec, H3A 2M9

810 COMMUNIQUES
TOUTE personne possédant les actes et venant de Rodrick Wilson est priée de communiquer avec Susan Pranchich au (613) 747-7900 poste 2970

PRENEZ AVIS que la corporation Groupe Multi-Coréal Nadeau Inc. ayant son siège social au 6514 Leblond, Montréal, Québec, HIM 115 demandera à l'inspecteur général des institutions financières, des sociétés et des personnes morales, la présente déclaration requise par les dispositions de l'article 27 de la Loi sur la publicité légale des entreprises individuelles, des sociétés et des personnes morales.

PRENEZ AVIS que Julie Tremblay domiciliée à 6851 St-Urbain, Montréal, Qc, H2T 2W1 présentera au directeur de l'état civil une demande pour changer son nom en celui de Julie Tremblay-Casault

PRENEZ AVIS que Charles St-Jacques, 1010 St-Jacques, Montréal, Qc, H2T 2W1 présentera au directeur de l'état civil une demande pour changer le nom de Charles St-Jacques Bouchard en celui de Charles St-Jacques Bouchard M. le 30 août 1996. Lucie Gamache

PRENEZ AVIS que Les Artistes et Artisans du Cirque Québec Inc. a demandé la dissolution de sa compagnie à l'inspecteur général des institutions financières du Québec.

SURPLUS DU GOUVERNEMENT

Du 9 au 18 septembre
Bureaux à partir de 9,99 \$
Tables d'ordinateur à partir de 10 \$
Fauteuils à partir de 6,99 \$
Classeurs verticaux (4 tiroirs) à partir de 49 \$
Vestiaires en acier 6' de haut à partir de 15 \$
Cloisons amovibles, bibliothèque, casiers, tables à dessin, mobilier de direction neuf (légères imperfections), classeurs à plans, etc.

2052, route Transcanadienne Dorval
990-4023

DIVIDENDES
Avis est donné par les présentes que les dividendes suivants ont été déclarés.

Émetteur	Émission Ordinaire	Clôt. des reg.	Paiement	Taux
Colomese Canada Inc.		23 sept	1 ^o oct	0,20 \$

La Réserve fédérale devrait réussir l'atterrissage en douceur

MAURICE JANNARD

La Réserve fédérale américaine augmentera graduellement les taux d'intérêt au cours des prochains mois, ce qui devrait lui permettre de réussir un atterrissage en douceur de l'économie.

La prolongation de la phase d'expansion au-delà de 1997 sera bénéfique pour l'économie canadienne qui devrait connaître une croissance de 3,5 % l'an prochain, prévoit M. Maurice N. Marchon, professeur d'économie à l'École des HEC.

Devant collègues et étudiants, dans les tout nouveaux locaux de l'institution, l'économiste a affirmé que l'activité industrielle devrait s'accroître d'ici la fin de l'année étant donné la poursuite de taux d'intérêt faibles.

« Quand les États-Unis vont augmenter les taux d'intérêt, le Canada va suivre mais moins rapidement », a-t-il déclaré.

La banque centrale américaine devrait accroître le loyer de l'argent de 50 points centésimaux d'ici la fin de 1996 (après les élections américaines). Sur une période de 12 mois, les taux d'intérêt pourraient augmenter de 100 à 150 points.

La croissance au Canada tient surtout aux exportations et aux investissements des entreprises et

non aux secteurs de la consommation et des gouvernements.

« Depuis le creux de la dernière récession au premier trimestre 1991, les dépenses de consommation et les dépenses courantes des administrations publiques n'ont augmenté que de 8,2 % en valeurs réelles alors que nos exportations de biens et services et les achats de machines et matériel par les entreprises ont bondi de 58,7 % en valeurs réelles », a-t-il précisé.

La création d'emploi restera faible cette année avec une progression de 1,3 % au Canada et de 0,8 % au Québec.

En revanche, les profits des entreprises bondiront en 1997 (14 %) après un recul de 10 % cette année.

Le solde courant devrait être équilibré cette année et dès l'an prochain il grimpera à plus de 6 milliards de dollars. « Le Canada va exporter du capital au lieu d'en importer comme depuis 1982 », a noté le professeur des HEC.

Concernant les marchés financiers, ce dernier prévoit que la

bourse canadienne fera mieux que l'américaine. Les gestionnaires de portefeuille devraient éviter le marché obligataire américain.

« Les obligations américaines ont offert des rendements négatifs de 8,7 % sur une base annuelle alors que les obligations canadiennes ont rapporté 6,5 % sur une base annuelle au cours des huit premiers mois de 1996. »

Les compressions budgétaires des gouvernements continueront de ralentir les dépenses de consommation mais l'économiste croit que les autorités publiques doivent poursuivre la lutte au déficit. Une baisse des impôts serait prématurée, selon lui.

Une faible inflation, 1,5 % cette année et 1,8 % l'an prochain, permet de maintenir les taux d'intérêt à la baisse, signe que le Canada profite des sacrifices passés.

Le Gouverneur de la Banque du Canada, Gordon Thiessen, a tenu des propos semblables dans un discours livré à Stockholm.

Ce dernier a déclaré que la nouvelle réputation du Canada comme pays à faible inflation avait permis une baisse des taux d'intérêt. M. Thiessen a dit également que le Canada avait accru son niveau de compétitivité sur la scène internationale.

CP Rail réclame une réduction de taxes

Presse Canadienne
CALGARY

CP Rail réclame une réduction des taxes qu'elle doit verser aux gouvernements, sans quoi il lui sera impossible de concurrencer ses rivales américaines.

Le président de CP, Rob Ritchie, a lancé cet appel hier lors d'une allocution prononcée devant la Chambre de commerce de Calgary.

« Nous devons réduire les taxes, a-t-il déclaré. Environ sept pour cent de nos revenus au Canada sont consacrés au paiement des taxes, alors que ce ne serait que trois ou quatre pour cent si nous étions une société ferroviaire américaine. »

CP Rail, qui a officiellement déménagé son siège social de Montréal à Calgary cette semaine, a déjà réduit ses effectifs de 25 000 employés à 18 000 au cours des cinq dernières années. Pendant cette période, la productivité s'est accrue de 40 %.

Mais Bob Ritchie affirme que la productivité est encore inférieure de 25 % à celle des grandes compagnies ferroviaires américaines. A son avis, la structure de taxation en vigueur aux États-Unis fait en sorte qu'il est plus avantageux pour les entreprises d'investir

dans la modernisation des équipements.

Parmi les exemples d'allègements fiscaux qui pourraient aider l'industrie ferroviaire canadienne, M. Ritchie cite la réduction de 50 % de la taxe sur les carburants décrétée par le gouvernement albertain pour le bénéfice des transporteurs ferroviaires et aériens.

M. Ritchie a aussi dénoncé le traitement réservé à l'industrie ferroviaire par rapport à celle du camionnage. Les compagnies ferroviaires paient des taxes foncières pour les voies ferrées qu'elles doivent pourtant entretenir elles-mêmes, alors que les camionneurs utilisent les autoroutes construites et entretenues avec l'argent de tous les contribuables canadiens.

Les compagnies ferroviaires ont vu leur part de marché dans le transport des marchandises au Canada fondre de moitié depuis les années 1950, passant de 80 à 40 %. M. Ritchie réclame donc des mesures plus équitables.

« Nous tentons de faire comprendre à ceux qui établissent les politiques que l'industrie du camionnage, comme nous, devrait payer pour les infrastructures qu'elle utilise, et qu'on devrait limiter la taille des camions. »

Rock Gauthier surveille de près son alimentation.



Rock Gauthier, directeur du service des ressources matérielles de la Commission scolaire Saint-Hyacinthe.

Lorsque, comme Rock Gauthier, on est en charge du confort de près de 13 000 élèves, jeunes et adultes, et d'un millier d'employés, on est très bien placé pour savoir que l'alimentation énergétique d'un parc immobilier ne peut être prise à la légère.


Après plus de 20 ans passés à tirer le meilleur parti des systèmes de chauffage, de ventilation et de climatisation d'une cinquantaine d'écoles de la Commission scolaire Saint-Hyacinthe, il est pour ainsi dire passé maître en matière de gestion énergétique.

Directeur du service des ressources matérielles, Rock Gauthier s'est fait un point d'honneur de suivre de près le développement des nouvelles technologies dont il n'hésite pas à faire l'application chez lui. Il est vraiment convaincu que la performance énergétique des bâtiments peut être améliorée en y investissant quelques efforts.

Aussi, lors de la construction de l'École professionnelle de Saint-Hyacinthe en 1994, Rock Gauthier a opté pour la technologie la plus économique, à savoir celle des pompes à chaleur en circuit fermé couplées à un échangeur géothermique horizontal. En plus d'un mur solaire permettant le préchauffage de l'air frais, il a également choisi d'installer un réservoir d'accumulation thermique garantissant une gestion optimale de l'énergie en fonction des horaires très variés d'occupation des locaux.

Gestionnaire chevronné, M. Gauthier s'est assuré par ses choix de minimiser les coûts d'exploitation et d'accroître le confort des occupants.

Parce que, chaque jour, l'électricité fait marcher les affaires.

 **Hydro Québec**

ÉCONO-FLASHES



Socanav apporte des précisions

La Bourse de Montréal a exigé et obtenu hier de la compagnie maritime de Michel Gaucher, Socanav, qu'elle publie un deuxième communiqué plus détaillé portant sur la vente éventuelle de son actif à son partenaire commercial, l'armateur Panama Carriers Corp. (PCC).

Banque de Montréal : émission

La Banque de Montréal vient de lancer une nouvelle émission de débetures subordonnées sur le marché canadien. Cette émission constitue un appel public à l'épargne de 300 millions représentés par les débetures série 23, qui viendront à échéance en octobre 2006.

Chrysler : première offre

Chrysler vient de déposer une première offre « totalement inacceptable » en vue de résoudre la question litigieuse de l'impartition, a déclaré Buzz Hargrove, président du syndicat des Métallos.

Bennett à la Bourse de Montréal

Bennett Environmental inscrit aujourd'hui un total de près de six millions d'actions à la cote de la Bourse de Montréal, dont 5,76 millions sont émises et en circulation.

L'Agence spatiale : contrat

L'Agence spatiale canadienne vient d'attribuer un marché d'une valeur de 1,5 million à l'entreprise Teesult Eduplus de Halifax. Le marché vise l'élaboration d'un didacticiel de formation multimédia.

Heinz : acquisition au Canada

H.J. Heinz Company fait savoir que sa filiale, H.J. Heinz du Canada, a conclu une lettre d'intention portant sur l'acquisition des activités de haricots et des pâtes en conserve de Nestlé Canada.

Malofilm : site bilingue

Faith Popcorn et les autres prophètes du jour s'entendent sur au moins un principe : au cours des prochaines années, de plus en plus de gens chercheront des moyens pour consommer sans se déplacer.

Prise d'assaut de Julien

La Société québécoise Julien, le plus important fabricant de produits d'acier inoxydable au Canada, vient de prendre d'assaut le marché canadien de la construction et de l'installation des cuisines institutionnelles.

Conditionnement physique

Deux centres de conditionnement physique Concept Nautilus Cardio abandonnent cette bannière et fondent leur propre regroupement à la suite d'une entente avec le franchiseur, Alain Beaudry.

Échange chez Petro-Canada

Petro-Canada a accepté d'échanger ses intérêts dans la propriété de pétrole lourd de Golden Lake contre de l'argent plus certaines propriétés de gaz naturel appartenant à PanCanadian Petroleum.

Les devises

Table of exchange rates for various currencies including US Dollar, Euro, Japanese Yen, etc.

Les métaux

Table of metal prices for commodities like Gold, Silver, Copper, etc.

Les obligations

Table of government and corporate bond yields and prices.

Junior

Table of junior stock market indices and performance.

Bourse de Vancouver

Large table of Vancouver stock market data including volume, price changes, and individual stock listings.

LA BOURSE EN BREF

Table with 4 columns: Volume, Mercredi, Mardi, Indicators (Haut, Bas, Clôt, Var.). Includes sections for MONTREAL and FAITS SAILLANTS.

Table with 4 columns: Volume, Mercredi, Mardi, Indicators (Haut, Bas, Clôt, Var.). Includes sections for TORONTO and FAITS SAILLANTS.

Table with 4 columns: Valeurs, Volume, Clôt, Var. Lists top active values in Montreal.

Table with 4 columns: Valeurs, Volume, Clôt, Var. Lists top active values in Toronto.

Table with 4 columns: Valeurs, Volume, Clôt, Var. Lists top active values in New York.

Table with 4 columns: Valeurs, Volume, Clôt, Var. Lists top active values in NASDAQ.

Table with 4 columns: Valeurs, Volume, Clôt, Var. Lists top active values in various sectors.

Table with 4 columns: Valeurs, Volume, Clôt, Var. Lists top active values in various sectors.

Les rapports financiers express

Table with 4 columns: COMPAGNIES, Courant, L'an dernier, Variation. Lists financial reports for various companies.

Les dividendes

Table with 4 columns: Taux, Paiement, Enreg. Lists dividend information for various companies.

Les bourses étrangères

Table with 4 columns: Auj., Hier, Haut, Bas. Lists foreign market data for various locations.

Le Fonds de solidarité investit dans Ergorecherche

Petite firme qui ne comptait que sept employés au départ, contre 20 en ce moment, Ergorecherche et Conseils a ouvert hier les portes...

« On est à la recherche de sept autres employés, dont un directeur des ventes au sein des entreprises », note son vice-président Richard Tremblay.

Fondée sur un fauteuil de simulation pourvu de quelque 2000 capteurs, cette technologie permet de concevoir des fauteuils de travail ou roulant...

« Ça peut s'appliquer aux sièges de voitures de luxe, d'avion », dit M. Tremblay, précisant que la firme est à même de concevoir aussi des « sièges intelligents »...

Fonds communs

Large table listing various mutual funds with columns for fund name, volume, and other metrics.

Bourse de Toronto

Table of stock market data for Toronto, including indices like S&P 300 and various stock prices.



Infographie La Presse

Table of stock market data for Toronto, including indices like S&P 300 and various stock prices.

Table of stock market data for Toronto, including indices like S&P 300 and various stock prices.

Table of stock market data for Toronto, including indices like S&P 300 and various stock prices.

Table of stock market data for Toronto, including indices like S&P 300 and various stock prices.

Table of stock market data for Toronto, including indices like S&P 300 and various stock prices.

Table of stock market data for Toronto, including indices like S&P 300 and various stock prices.

Table of stock market data for Toronto, including indices like S&P 300 and various stock prices.

Table of stock market data for Toronto, including indices like S&P 300 and various stock prices.

Table of stock market data for Toronto, including indices like S&P 300 and various stock prices.

Table of stock market data for Toronto, including indices like S&P 300 and various stock prices.

Table of stock market data for Toronto, including indices like S&P 300 and various stock prices.

Table of stock market data for Toronto, including indices like S&P 300 and various stock prices.

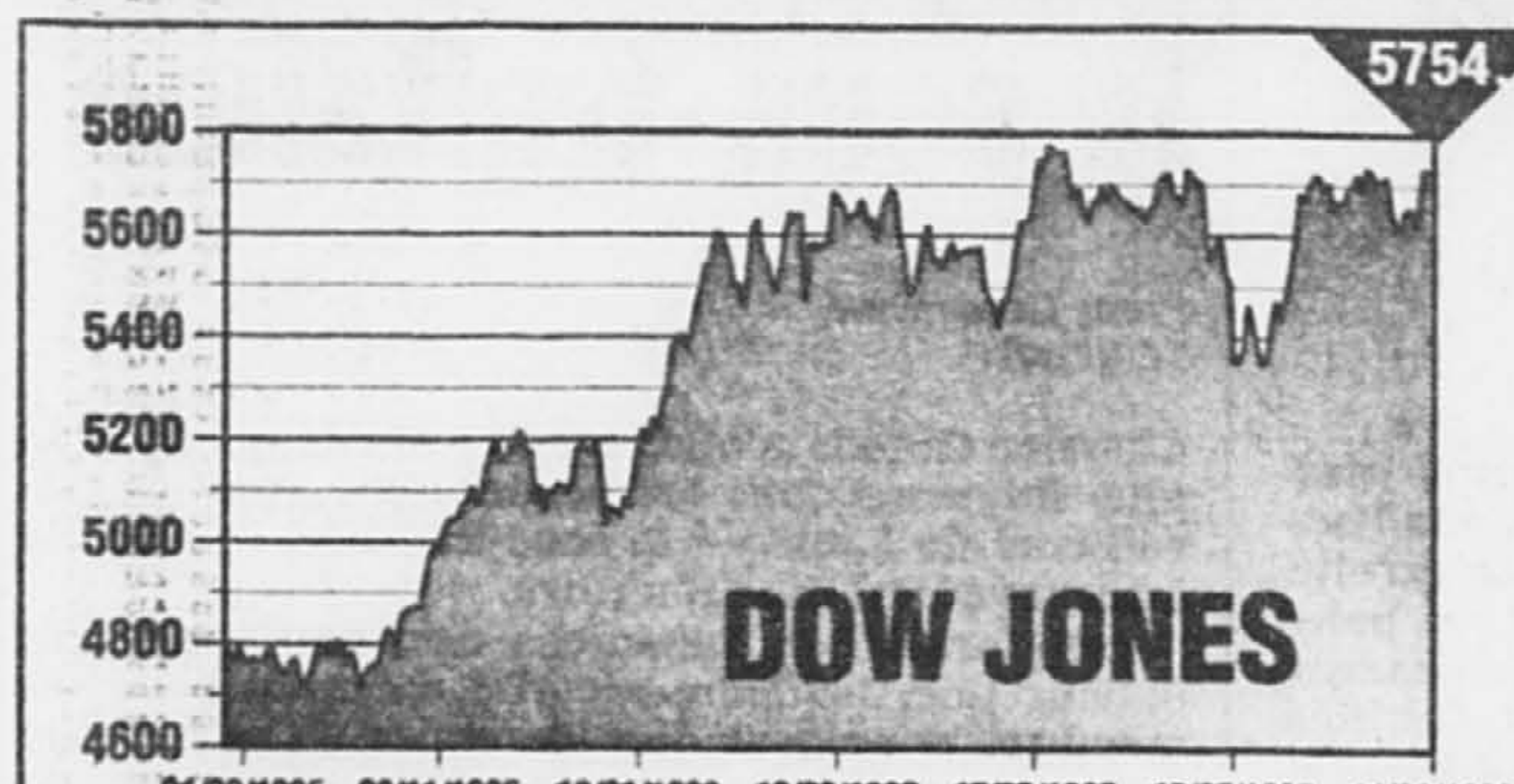
Table of stock market data for Toronto, including indices like S&P 300 and various stock prices.

Table of stock market data for Toronto, including indices like S&P 300 and various stock prices.

Table of stock market data for Toronto, including indices like S&P 300 and various stock prices.

Table of stock market data for Toronto, including indices like S&P 300 and various stock prices.

Bourse de New York



Infographe La Presse

Table of stock market data for various sectors including AAR, AAL, AAM, etc. Columns include values, changes, and percentages.

Table of stock market data for various sectors including AAR, AAL, AAM, etc. Columns include values, changes, and percentages.

Infographe La Presse

Table of stock market data for various sectors including AAR, AAL, AAM, etc. Columns include values, changes, and percentages.

Table of stock market data for various sectors including AAR, AAL, AAM, etc. Columns include values, changes, and percentages.

Infographe La Presse

Table of stock market data for various sectors including AAR, AAL, AAM, etc. Columns include values, changes, and percentages.

Opt. Cda

Table of options data for S & P 100, including series, price, and volume.

Bourse d'Alberta

Table of stock market data for Alberta, including various sectors and individual stocks.

Les titres au comptoir

Table of over-the-counter stock market data, including company names and prices.

L'or

Text discussing gold prices and market trends, mentioning the price of gold per ounce.

Le pétrole

Text discussing oil prices and market trends, mentioning the price of oil per barrel.

L'argent

Text discussing silver prices and market trends, mentioning the price of silver per ounce.

Large advertisement for 'Arts & Spectacles' featuring a stylized logo and promotional text for various arts and entertainment events.

« Québec taxe trop et mal »

La Chambre de commerce du Québec reconnaît qu'il est délicat de corriger cette situation

MIVILLE TREMBLAY

« Québec taxe trop parce qu'il dépense trop par rapport à la richesse du territoire qu'il gouverne », a déclaré M. Raynold Langlois, président du conseil de la Chambre de commerce du Québec, devant la Commission sur la fiscalité et le financement des services publics.

Qui plus est, Québec « taxe mal » en imposant des charges fixes sur la masse salariale et le capital des entreprises, plutôt que de taxer leur succès, en imposant leurs bénéfices.

Interrogé par un membre de la Commission, M. Jean-Guy Frenette, du Fonds de Solidarité de la FTQ, M. Langlois a admis qu'il était délicat de corriger cette situation tout en respectant les cibles budgétaires; cela peut être fait graduellement, a-t-il suggéré.

Dans son mémoire, la Chambre rappelle qu'avec 25 % de la population canadienne et 22 % de la richesse collective du Canada, le Québec est responsable de 27 % des dépenses provinciales. Ce déséquilibre est comblé par la péréquation du fédéral, une taxation plus forte et un endettement plus lourd.

Cette situation nuit à la compétitivité et

décourage l'investissement privé. Celui-ci a d'ailleurs baissé de 9,3 % depuis 1991.

La Chambre du Québec suggère que l'on mette fin aux abris fiscaux des entreprises (sauf ceux qui encouragent la R-D), que l'on réduise la réglementation et que l'on resserre le projet de loi anti-déficit.

La Chambre de commerce du Montréal métropolitain cite dans son mémoire une étude de Samsom Bélair Deloitte & Touche qui constate que « dans l'ensemble, la charge fiscale globale des entreprises américaines se compare grosso modo avec celle des entreprises du Québec lorsque le revenu imposable est identique, même si cette charge fiscale est toujours un peu plus lourde au Québec. »

Cependant, « la facture globale est beaucoup plus lourde » pour les entreprises québécoises lorsque la rentabilité est faible, ce qui nuit à la création d'emploi, particulièrement en période de ralentissement économique.

La Chambre appuie également la position générale du maire de Montréal en affirmant que la métropole « étouffe sous le poids des responsabilités disproportionnées par rapport aux moyens dont elle dispose. »

Dans son mémoire, l'Ordre des comptables agréés du Québec a mis l'accent sur le projet de loi anti-déficit qu'elle voudrait voir plus contraignant, en balisant de manière chiffrée les circonstances exceptionnelles qui pourraient justifier un dépassement temporaire des cibles de déficit.

Par exemple, « une catastrophe ayant un impact majeur sur les revenus et dépenses » serait définie par une réduction absolue d'au moins 2 % des recettes autonomes ou une augmentation de plus de 3 % des dépenses qui serait causée par des imprévus dans des domaines autres que les salaires, les frais de fonctionnement de l'État et le service de la dette.

L'Ordre demande que « le Vérificateur général soit requis de certifier le respect de la loi, y compris la continuité des pratiques comptables ».

Les comptables suggèrent également d'intégrer la TPS et la TVQ dans le prix de vente, ce qui pourrait dissuader les fraudes fiscales.

Enfin, l'organisme demande au gouvernement d'évaluer de manière rigoureuse les avantages et les coûts de ses mesures fiscales.

La STCUM veut faire payer plus encore les automobilistes

MARC THIBODEAU

La Société de transport de la Communauté urbaine de Montréal (STCUM) estime qu'il faut faire payer plus encore les automobilistes de la région de Montréal afin d'assurer sa viabilité.

« L'augmentation de la contribution des automobilistes établirait une plus grande équité dans le financement du transport en commun en faisant payer un grand bénéficiaire indirect de ce mode de transport », soutient l'organisme dans un mémoire présenté hier devant la Commission sur la fiscalité et le financement des services publics.

Selon la STCUM, ce sont les automobilistes qui, de tous les bénéficiaires du transport en commun sur le territoire de la Communauté urbaine de Montréal (CUM), y contribuent actuellement le moins, soit 82 millions de dollars annuellement, par l'entremise de droits d'imma-

trication et d'une taxe sur l'essence de 1,5 cent le litre. Cette somme représente 9,4 % des quelque 868 millions dépensés en 1996 pour supporter le budget d'exploitation de la STCUM (705,2 millions), le coût de la dette du métro (136 millions) et la part des dépenses pour les trains de banlieue payée par l'Agence métropolitaine de transport (27 millions).

Les municipalités de la CUM contribuent de leur côté un total de 333 millions (38,3 % de la somme totale), tandis que 279 millions proviennent des usagers du transport en commun et de revenus de publicité ou de location (32,3 %). Le gouvernement du Québec paie pour sa part 174,3 millions (20 %).

La STCUM déplore particulièrement que celui-ci ait diminué sa contribution annuelle au transport en commun de plus de 150 millions de 1991 à 1996. Pour combler l'impact de ce retrait, les municipalités et usagers ont vu leur propre

contribution bondir respectivement de 16,5 et 73 %.

À défaut d'obtenir des montants additionnels du côté gouvernemental, reste, dit la STCUM, à cibler les automobilistes. Cette contribution, suggère-t-on, pourrait prendre la forme d'une augmentation des droits d'immatriculation ou d'une hausse de la taxe sur l'essence.

La Table des préfets et maires de la grande région de Montréal (TPM) avait proposé de telles mesures lors des consultations entourant le projet de loi sur l'Agence métropolitaine de transport. L'idée, qui aurait permis d'augmenter de 40 millions la contribution des automobilistes, était restée lettre morte faute de consensus.

Le scénario doit être différent cette fois si l'on veut que le transport en commun sur l'île de Montréal cesse d'aller de « crise en crise », note le mémoire. À défaut de quoi, prévient-on, la STCUM devra se contenter « de limiter les dégâts ».

AVIS LÉGAUX - APPELS D'OFFRES - SOUMISSIONS - ENCANS

Société d'énergie de la Baie James

VENTE DE SURPLUS

Société d'énergie de la Baie James
Direction Administration
Service Approvisionnement et Services
500, boul. René-Lévesque Ouest, 22^e étage
Montréal (Québec) H2Z 1Z9

APPEL D'OFFRES N° 96-028

VENTE DE MATÉRIEL ROULANT
TERRITOIRE DE LA BAIE JAMES
(DES AULNAIES, NÉMISCAU, LG 2A ET LA 2) ET SM-3

FERMETURE : LE MARDI 8 OCTOBRE 1996 À 15 H 30

GARANTIE DE SOUMISSION : 10 % DE L'OFFRE,
TOUTES TAXES EXCLUES (CHÈQUE VISÉ OU MANDAT)

ADMISSIBILITÉ

Seules les personnes, sociétés, compagnies qui ont obtenu le document d'appel d'offres directement de la Société d'énergie de la Baie James peuvent soumissionner.

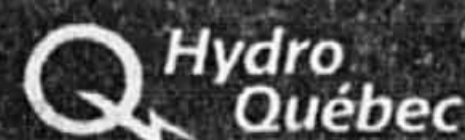
DESCRIPTION DES ARTICLES EN VENTE

- (3) Silos à ciment mobiles capacité 150 t.
- (1) Groupe électrogène avec remorque 175 kw
- (1) Réservoir d'huile sur remorque capacité 4000 l.
- (4) Semi-remorques réfrigérées de 45'
- (2) Motoneiges
- (1) Remorque 4' x 8'
- (1) Ambulance Dodge RMV
- (8) Automobiles Pontiac 6000 LE
- (2) Automobiles Chevrolet Celebrity
- (24) Camions GMC Pick-up (10 4x2 et 14 4x4)
- (14) Camions GMC Jimmy (5 4x2 et 9 4x4)
- (15) Camions GMC Suburban (7 4x2 et 8 4x4)

Pour obtenir gratuitement le document d'appel d'offres ou toute information additionnelle, veuillez communiquer au (514) 879-6700 ou (514) 879-6701.

Michel Déry

Chef de service Approvisionnement et Services



APPEL D'OFFRES ET SOUMISSIONS

Les entrepreneurs et les fournisseurs peuvent obtenir de l'information sur les appels d'offres ouverts et le résultat d'ouverture des plis d'Hydro-Québec en composant un des numéros de téléphone suivants :

Montréal et les environs : 840-4903
Extérieur : 1-800-324-1759



Avis est par la présente donné que la 37^e assemblée générale annuelle des membres de la Fondation des Maladies du Cœur du Québec sera tenue à la salle Chome-

dey de l'Hotel Four Points Laval, 2440, autoroute des Laurentides, le vendredi 27 septembre 1996 à 16 h.
Par ordre du secrétaire
M^{re} Marc Duquette



Société des alcools du Québec

Appel d'offres

PROJET : PRODUITS PÉTROLIERS

DOSSIER : SP-960

Des soumissions pour la fourniture de produits pétroliers pour une période d'un an seront reçues au plus tard à 11 h (heure locale), le 26 septembre 1996 par la Société des alcools du Québec.

Le document complet d'appel d'offres est disponible du lundi au jeudi (inclusivement) de 8 h 30 à 12 h 30, de 13 h 30 à 17 h, et le vendredi de 8 h 30 à 12 h 30, aux adresses suivantes :

SIÈGE SOCIAL	905, av. de Lorimier Montréal (Québec) - H2K 3V9
CENTRE DE DISTRIBUTION DE MONTRÉAL	2021, rue des Futilles Montréal (Québec) - H1N 3M7
CENTRE DE DISTRIBUTION DE QUÉBEC	2900, rue Einstein Sainte-Foy (Québec) - G1X 4B3

Un versement non remboursable de vingt-cinq dollars (25,00 \$) est requis pour obtenir un document d'appel d'offres ainsi que pour chaque exemplaire additionnel. Ce montant est payable en argent comptant ou par chèque certifié fait à l'ordre de la Société des alcools du Québec. Le document complet d'appel d'offres est également disponible gratuitement pour consultation sur place.

Seules les personnes, sociétés, compagnies et corporations ayant obtenu le document d'appel d'offres directement de la Société des alcools du Québec et ayant une place d'affaires au Québec sont admises à soumissionner. La Société des alcools du Québec ne s'engage à accepter ni la plus basse ni aucune des soumissions reçues.

avis de rachat

AUX DÉTENTEURS DES OBLIGATIONS DE LA PROVINCE DE QUÉBEC (CANADA)

125 000 000 \$ CAN.
10,00 % ÉCHÉANT LE 16 OCTOBRE 2000
SÉRIE EY

AVIS PUBLIC EST DONNÉ, PAR LA PRÉSENTE, que selon les termes et conditions régissant les obligations, la Province de Québec procédera au rachat le 16 octobre 1996 de la totalité des obligations de la Série EY (datée du 16 octobre 1978) 10,00 % échéant le 16 octobre 2000 au prix égal à la valeur nominale en circulation à la date du présent avis, soit 125 000 000 \$ plus l'intérêt couru et impayé à la date fixée pour le rachat.

Sur remise le 16 octobre 1996 ou après cette date des obligations à toute succursale au Canada de la Banque Canadienne Impériale de Commerce, la Banque Laurentienne du Canada, la Banque de Montréal, la Banque Nationale du Canada, la Banque Royale du Canada, la Banque Scotia et la Banque Toronto-Dominion ou à toute Caisse Desjardins, au choix du détenteur, la Province remboursera les montants indiqués ci-haut.

Aucun intérêt ne sera calculé à l'égard des obligations le ou après le 16 octobre 1996.

Gouvernement du Québec
Ministère des Finances

Province de Québec
Ce 14 septembre 1996

Québec

Chrysler : encore la sous-traitance

Presse Canadienne
TORONTO

Chrysler Canada n'offre « rien » sur la question la plus litigieuse dans les négociations avec ses travailleurs de l'auto — la sous-traitance, soutient le leader syndical Buzz Hargrove.

Les Travailleurs canadiens de l'auto souhaitent obtenir une meilleure sécurité d'emploi pour ses membres et exigent que les règles en matière de sous-traitance soient bien claires dans le contrat de travail.

« Ils sont sur une planète et nous sommes sur une autre », a lancé hier M. Hargrove au cours d'une pause dans les négociations contractuelles.

Chrysler, le constructeur automobile numéro 3 du Canada, a offert uniquement une « déclaration de bonne foi au lieu de quelque chose de concret » lorsqu'il a présenté sa proposition sur la sous-traitance, a-t-il dit.

Chrysler est censée présenter sa première offre salariale aujourd'hui.

VOTRE

HOROSCOPE

VIERGE

du 24 AOÛT au 22 SEPTEMBRE

Un événement vous rendra facilement irritable et vous serez incapable de vous concentrer dans votre travail. Un effort supplémentaire sera nécessaire afin d'en arriver à bout. Vous vivrez des heures fécondes au foyer et vous vous rapprocherez de vos parents. Côté sentimental, ne vous faites pas de tort en étant trop sensible et susceptible.

BALANCE

du 23 SEPTEMBRE au 23 OCTOBRE

Rien d'important n'affectera votre journée de travail. Tout se déroulera dans le calme. Afin de séduire la personne aimée, il vous faudra vous aguerrir, car vous êtes dans une période d'insécurité. Vous aurez davantage intérêt à agir avec souplesse et flegme. Un programme de conditionnement physique vous ferait le plus grand bien.

SCORPION

du 24 OCTOBRE au 22 NOVEMBRE

Vous n'êtes pas foncièrement malhonnête. Par contre, vous croyez qu'il ne faut pas être plus catholique que le pape. Vos collègues de travail trouvent inacceptable ce genre d'attitude qui peut très bien se défendre, ce qui ne les empêchera pas de vous respecter. Vous avez tout un caractère. L'amour et la santé se portent pour le mieux.

SAGITTAIRE

du 23 NOVEMBRE au 21 DÉCEMBRE

Vous êtes d'une patience rare pour ne pas dire quelquefois bonasse. Surveillez ce trait de caractère avant qu'il ne devienne un problème grave. En amour, vous devriez encourager et stimuler l'être aimé, cela apporterait du réconfort à vos relations. Sur le plan de la santé, ce n'est pas en se privant de nourriture que vous allez améliorer votre condition.

CAPRICORNE

du 22 DÉCEMBRE au 20 JANVIER

Quand commencerez-vous à devenir adulte? Ne brûlez pas votre vie par les deux bouts de la chandelle. Excès, excès, ce mot-là vous le connaissez dans toutes ses coutures. Au travail, on pourrait se fâcher contre vous. Vous empiétez sur le terrain du voisin. Mais, cela ne vous dérangera pas pour autant, car vous vous sentez la force de les mettre au pied du mur.

VERSEAU

du 21 JANVIER au 19 FÉVRIER

Un problème d'argent pourrait vous mettre dans une humeur malsacrante. Il serait plus sage de ne pas dramatiser une situation qui n'est que temporaire. Au travail, vous êtes une personne des plus fiables, ce qui est tout à votre honneur. Surveillez votre appareil digestif, il n'est pas en acier inoxydable.

POISSONS

du 20 FÉVRIER au 20 MARS

Même s'il y a un déboursé important à faire, ce sera sûrement pour un déplacement qui en vaudra la peine ou un voyage d'agrément. Vous n'aurez pas le temps de vous ennuyer. Bonne journée de mouvements et de communications. Vous possédez beaucoup de magnétisme. En soirée, vous goûterez aux joies d'un dîner en tête à tête.

BELIER

du 21 MARS au 20 AVRIL

Vous serez plutôt taciturne aujourd'hui. Ce n'est pas sans efforts que vous pourrez dialoguer avec vos semblables. Inutile de vous lancer dans des aventures périlleuses, elles ne vous conduiront qu'à des malentendus. En affaires, soyez prudent car vous aurez tendance à ne pas exiger suffisamment pour les services rendus.

TAUREAU

du 21 AVRIL au 20 MAI

Ne faites pas d'achats inconsidérés. Vous vous sentirez un peu blasé et vous éprouverez des regrets, peut-être du remords d'avoir été trop sédentaire et vous prendrez la décision de faire de l'exercice. Votre vie sentimentale va retrouver un certain équilibre. Des événements agréables se produiront qui vous donneront plus de confiance en vos dons et charme. Vous serez positif en amour.

GÉMEAUX

du 21 MAI au 21 JUIN

Côté du cœur, la personne aimée répondra à vos sentiments et vous en serez très heureux. Il y aura échange de serments de mains, de regards langoureux, de paroles révélatrices, de gestes prometteurs. À la maison, le climat sera caractérisé par des enfantillages; laissez dire, faites la sourde oreille et ne montez pas sur vos grands chevaux. En amitié, beaucoup de paroles en l'air.

CANCER

du 22 JUIN au 22 JUILLET

Au niveau sentimental, vous êtes un peu las. Il serait bon que vous cherchiez à faire le point. Un peu de distraction vous ferait le plus grand bien. Apprenez à vous relaxer et vous détendre. Vous aurez une rencontre familiale qui vous permettra de renouer des liens affectifs avec les vôtres. Au travail, portez attention aux remarques de vos collègues qui ne cherchent qu'à vous aider. Soyez moins indépendant.

LION

du 23 JUILLET au 23 AOÛT

Ne perdez pas de temps précieux à rêvasser d'événements qui, très probablement, ne se produiront pas. Gardez les deux pieds sur terre, car votre travail exigera une grande capacité mentale et physique. Sur le plan affectif, votre vanité vous causera des ennuis et suscitera la jalousie chez la personne qui vous aime.

RÉPONSE À VOS QUESTIONS

■ Je suis née à Montréal le 23 janvier 1954 à 16 h 30. Ai-je l'ascendant en Cancer ou en Lion?

□ L'ascendant pointe à 10 degrés du Cancer, signe d'eau cardinal et contenant Uranus, planète d'imprévu et de soudaineté, donnant un ton imprévisible à la personnalité avec des rebondissements inattendus, heureux ou malheureux. Le Soleil natal, conjoint à Vénus et Mercure, se trouve en Verseau, signe d'air fixe, cérébral et lointain. La Lune est en fin Vierge, Esprit et mental portés à la rationalité, au perfectionnisme, au travail bien fait, structuré et organisé. Cependant il y a beaucoup de créativité apporté par le tandem quelque peu hétéroclite Verseau-Cancer. Romanesque à souhait, avec un charme étrange et prenant, l'imagination gouverne les sentiments et le monde des émotions. Il y a un besoin de voir, d'explorer, de connaître et comprendre le comportement des choses et des êtres. C'est pour vous une véritable passion. Ingéniosité et originalité dans vos projets. Gains parfois irréguliers dépendant de votre degré d'engagement ou d'enthousiasme. Une fois décidée, plus rien ne vous arrête ce qui est gage de succès. La recherche, l'archivistique, le journalisme, les enquêtes, toutes formes d'échanges humains sont autant de domaines où vous excellez. Vous avez aussi le sens de la réussite familiale, ayant à cœur le rôle de chef ou de guide auquel vous tenez. Année exceptionnelle pour les décisions, changements, spéculations, achats, ventes, élaboration de projets. Le cœur en liesse dès le début de l'année prochaine: renouveau sentimental. Stimulant!

■ Si vous recherchez la réponse à une question se rapportant à l'astrologie, il suffit d'écrire à VOTRE HOROSCOPE, La Presse, 7, rue Saint-Jacques, Montréal, H2Y 1K9, en n'oubliant pas de mentionner l'heure, le jour, l'année et le lieu de votre naissance.